

REDON ET SON PAYS



Une fois sortis des laboratoires, les chiens doivent tout réapprendre, à commencer par la marche en laisse. | PHOTO : OUEST-FRANCE



Jade Chevallier et Béatrice Monnier, deux salariées du refuge SPA, en compagnie de Tiloup et Tornado. | PHOTO : OUEST-FRANCE

« Ils sont sensibles » : comment la SPA réhabilite des chiens de laboratoire

Reportage. Six beagles issus de laboratoires ont récemment été accueillis au refuge de Redon via l’association Graal, dans le but de leur offrir une seconde vie.

● Lola Dufeu

Ce sont un peu les stars du refuge ces derniers jours. Pattes courtes, oreilles tombantes, grands yeux ronds... Six beagles issus de laboratoires ont intégré la Société protectrice des animaux (SPA) de Redon, jeudi. Si les plus sociables ont déjà été adoptés, Taiko, Tornado et Tiloup, trois mâles âgés de 4 ans, cherchent encore leur famille.

« Ils sont très sensibles, explique Jade Chevallier, salariée du refuge depuis un an. *Quand ils sont arrivés, ils étaient extrêmement stressés. On avait du mal à les approcher.* »

« Les gens sont sensibles à leur histoire »

Il faut dire que ces chiens connaissent très peu de choses de l’extérieur. « Mais ils se sont détendus, complète Béatrice Monnier, salariée depuis vingt-six ans. *Ils ont tout découvert petit à petit. Et maintenant,*



Avant, il y avait un vide juridique et la plupart de ces animaux étaient euthanasiés.

MARIE-FRANÇOISE LHEUREUX, PRÉSIDENTE DE LA SOCIÉTÉ PROTECTRICE DES ANIMAUX

ils viennent nous demander des câlins. » Un pas de géant pour ces chiens, qui, quelques jours plus tôt, osaient à peine s’aventurer en dehors de leur box.

Ces six boules de poils tricolores sont issues d’un transfert opéré par l’association Graal, ou Groupement de réflexion et d’action pour l’animal, fondée en 1997 et implantée dans le Val-de-Marne. « Les beagles sont ni trop grands, ni trop petits.

Ils sont dociles et robustes à la douleur... C’est donc la race qui a été jugée la plus adaptée pour les manipulations en laboratoire », détaille Marie-Françoise Lheureux, présidente et fondatrice de l’association.

En 2005, le Graal a inventé le concept de « retraite » pour les animaux de laboratoire.

« Avant, il y avait un vide juridique et la plupart de ces animaux étaient euthanasiés », raconte la présidente. Vingt ans plus tard, la structure a noué un partenariat avec plus de 200 laboratoires français et étrangers et 250 refuges. Chiens, chats, chevaux, primates, oiseaux, rongeurs, poissons... Près de 1 000 animaux bénéficient ainsi d’une nouvelle vie chaque année.

Une cause qui touche particulièrement les adoptants. « Les trois premiers beagles sont partis très rapidement, car les gens sont sensibles à leur histoire, sourit Jade Che-

vallier. *On espère que ce sera pareil pour les autres.* » Le refuge recherche des personnes « patientes et douces », habitant dans un environnement calme et disposant de beaucoup de temps libre pour ces chiens au profil particulier. « Les voir adopter est à chaque fois une grande joie pour nous. C’est pour ça qu’on se bat », conclut la fondatrice du Graal.

Refuge SPA, 35 La Verdière, Sainte-Marie de Redon. Contact : tél. 02 99 72 40 97 ou par mail à redon@la-spa.fr. Au total, 32 chiens et cinq chats attendent d’être adoptés au refuge. Les frais d’adoption sont de 270 € (hors SOS). Certificat d’engagement et de connaissance à remplir avant toute adoption. Plus d’infos : www.la-spa.fr/etablissement/refuge-spa-de-redon, ou sur Facebook et Instagram ; association Graal : www.graal-defenseanimale.org



Les protections anti-crue avaient été retirées des quais, mardi 3 février. | PHOTO : OUEST-FRANCE

Des crues « importantes et durables » annoncées

● Lola Dufeu

La décrue avait débuté en février. Mais c’était sans compter sur la poursuite des précipitations ces derniers jours. « Les niveaux des cours d’eau sont repartis à la hausse depuis le passage de la tempête Nils », a indiqué la mairie dans un communiqué, vendredi.

Des motopompes en cours d’acheminement

L’Oust et la Vilaine aval sont ainsi repassés en vigilance orange, ce vendredi matin. « L’augmentation des niveaux devrait se poursuivre dans les prochaines heures. Les crues sont annoncées comme importantes et durables », annonce la Ville, qui a tenu une réunion de suivi avec les sapeurs-pompiers et la gendarmerie.

Les niveaux relevés vendredi après-midi s’établissent à 4,61 m pour l’Oust et 3,68 m pour la Vilaine. Fin janvier, les niveaux les plus hauts relevés étaient à 4,80 m pour

l’Oust et 3,61 m pour la Vilaine. Les dispositifs anti-inondations vont donc être réinstallés par la sécurité civile sur les quais Duguay-Trouin et Jean-Bart ce week-end. Des motopompes remorquables sont aussi en cours d’acheminement par les sapeurs-pompiers.

Plusieurs routes sont fermées à la circulation : le bas de la rue du Val, le boulevard d’Armorique et la route de la Marionnette. Un arrêté préfectoral interdit également l’accès aux chemins de halage de la Vilaine. « Cette interdiction sera maintenue jusqu’à mardi inclus », précise la mairie.

PLUS SUR LE WEB

- Épisode d’inondation en Ille-et-Vilaine : l’accès aux chemins de halage interdit dans le sud du département
 - Le système d’endiguement du port de Redon suspendu à l’accord de l’État
- À retrouver sur www.ouest-france.fr

Travaux au lycée Saint-Sauveur : la circulation perturbée

« Dans le cadre des travaux en cours au lycée Saint-Sauveur, l’acheminement d’une grue nécessitera de fermer la circulation du quai Saint-Jacques », explique la mairie dans un communiqué. La date prévue est mardi, mais « cette journée pourrait être décalée au mercredi, si les conditions météorologiques de la veille sont mauvaises ».

La circulation sera totalement in-

terdite sur le quai, toute la journée. Des places de stationnement seront temporairement supprimées dans le secteur. Des déviations seront mises en place par le centre-ville (via la rue Joseph-Desmars et le quai de Brest). « Par ailleurs, la circulation des piétons et des cyclistes sera fermée sous le pont-rail à partir de lundi jusqu’au 16 mars », précise la Ville.

Un homme jugé pour deux affaires d’agressions sexuelles

Justice. Sous contrôle judiciaire depuis 2021, un septuagénaire est jugé pour des faits d’agressions sexuelles qui auraient été commis entre 2015 et 2019 autour de Redon.

L’affaire débute en novembre 2016. Une mère dépose plainte après les confidences de sa fille, âgée de 4 ans au moment des faits. L’enfant évoque des gestes déplacés et douloureux attribués à son grand-père par alliance. Lors d’un suivi psychologique mis en place quelques jours plus tard, la professionnelle estime qu’« un événement intrusif psychologiquement » s’est certainement produit.

Durant son audition au tribunal de Vannes (Morbihan), jeudi, l’enfant reproduit avec des poupées les gestes précis correspondant aux atouchements qu’elle aurait subis. À la barre, le prévenu, septuagénaire, nie catégoriquement. Mais le dossier révèle une chronologie complexe, marquée par deux procédures distinctes. Car si la procédure était un temps classée sans suite pour insuffisance probatoire, une seconde plainte est déposée en 2020.

Le prévenu nie tout

Un garçon, aujourd’hui adolescent, affirme avoir subi des faits à caractère sexuel entre ses 6 et 8 ans. Il évoque des gestes répétés plusieurs

fois dans un mobil-home et sur un bateau. Les propos rapportés sont précis, contextualisés, et selon l’expertise psychologique, exempts d’affabulation. On parle « d’attouchements, de fellations réciproques, de masturbations ».

À l’audience, l’adolescent prend la parole : « Nous sommes deux aujourd’hui à connaître la vérité dans cette salle. Que justice soit faite. » Le prévenu persiste : « Il n’y aurait pas eu de possibilité parce que je n’ai jamais été seul avec eux », affirme-t-il. Avant de poursuivre : « Je ne suis pas au courant de ces salades. »

Sa ligne de défense reste constante : manipulations, conflits familiaux, influence d’adultes. Pour la première affaire, il suggère que le père de l’enfant aurait instrumentalisé les accusations pour récupérer la garde. Pour la seconde, il évoque une possible exposition précoce à la pornographie de la part du père du garçon. Dans tous les cas, selon lui, il s’agirait « d’affaires montées de toutes pièces ».

L’avocat des parties civiles démonte ces hypothèses. « On est sur des dénonciations spontanées, isolées, éloignées de plusieurs années



Les infractions auraient pu relever de la cour d’assises.

LA PROCUREURE

dans le temps. » Selon lui, il n’y avait aucune concertation possible.

Pour la jeune fille, il sollicite 3 000 € au titre du préjudice moral ; pour l’adolescent, il réclame 30 000 €, estimant que les faits dénoncés relèvent d’une gravité criminelle : « Cela constituera toujours une marque indélébile dans sa construction. » Il sollicite également la réparation des préjudices subis par les parents des enfants.

Pour la procureure, il existe « un faisceau d’indices convergents qui permettent d’établir la culpabilité de monsieur ». Elle estime que les révélations les plus récentes éclairent d’un jour nouveau les premiers faits. « Les infractions auraient pu relever de la cour d’assises. » La magistrate requiert huit

ans d’emprisonnement ferme, ainsi qu’une interdiction définitive d’exercer une activité en contact avec des mineurs.

Le jugement en délibéré

L’avocat de la défense plaide la relaxe : « On veut faire reposer une culpabilité uniquement sur un ressenti, sur le fait que des enfants ont eu des déclarations cohérentes, spontanées, avec des mots d’enfants. Mais cela ne suffit pas à établir une infraction », soutient-il. Il dénonce également la manière dont la personnalité de son client est présentée à l’audience. « On veut le faire passer pour quelqu’un de malsain, alors qu’il s’est occupé de ses enfants toute sa vie et que, selon l’expertise psychologique, il serait quelqu’un de parfaitement sain. »

Concernant la première affaire, il estime que les déclarations de l’enfant de 4 ans ne peuvent, à elles seules, emporter la conviction, en raison de son très jeune âge et des possibles confusions dans la chronologie des faits.

Le jugement a été mis en délibéré au 26 mars.

CARNET

Décès

Joël Delannée, 73 ans, Redon.

LES CONTACTS DE LA RÉDACTION

Rédaction: 14, rue de la Gare
Tél. 02 99 70 32 70
Courriel: redaction.redon@ouest-france.fr
Relations abonnés: Tél. 02 99 32 66 66.

REDON

POELES & INSERTS

DESTOCKAGE ANNUEL
Remises jusqu'à -50%*

Du 17 janvier au 28 février 2026 dans la limite des stocks, voir conditions en magasin. Visuels non contractuels.

PLOERMEL - REDON - QUESTEMBERT - VANNES

www.chaleur-ecologique.com